

Le logement

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Faites attention!

M. McRae: Ce serait presque accorder des allocations sociales aux gens qui touchent un revenu très élevé.

M. Taylor: Est-ce que vous croyez vraiment ces balivernes?

M. McRae: Ce montant ne serait pas disponible pour les gens qui en ont grand besoin.

M. Domm: Parlez-nous donc des gens qui perdent leur maison!

M. Taylor: Les gens perdent-ils leur maison à dessein?

M. McRae: Une autre objection à ce bill et c'en est une que nous devrions prendre très au sérieux, à ce bill de portée générale qui comporte une sorte de fiscalité régressive en ce sens qu'il favorise les riches au détriment des pauvres, c'est qu'il survient à un mauvais moment de l'évolution de notre pays.

M. Domm: Et le droit à la propriété?

M. McRae: La formation des familles, aspect très important de la vie au début des années 70, nous a incités à beaucoup investir dans la construction domiciliaire. Nous investissions dans le secteur où les besoins se faisaient le plus sentir. Mais à cette étape-ci de notre histoire, des montants aussi considérables ne sont plus requis. A cette étape-ci de notre histoire, nous ne sommes plus poussés à investir autant dans ce secteur, pas autant du moins que dans d'autres où les besoins sont plus grands, le secteur énergétique, par exemple.

Dans un certain sens, le ministre des Finances injectait des fonds dans un secteur où l'on constatait un certain besoin, mais en l'enlevant à un secteur qui présentait de grands besoins. Il faudra quand même répondre à ces besoins fondamentaux.

Une autre chose que je trouve intéressante quand nous discutons du bill avec l'opposition, c'est le grand intérêt que voue cette dernière au logement pour les Canadiens. Si, toutefois on se rappelle ce que les conservateurs ont fait pendant leur séjour de quelques mois au pouvoir et qu'on jette un coup d'œil au rapport Matthews, document plutôt intéressant qu'on doit à un groupe d'étude présidé par un ancien président national du parti conservateur, on constate que ce document explique fondamentalement pourquoi les conservateurs ne sont pas demeurés au pouvoir.

M. Howie: A cause de la publication d'un rapport?

M. McRae: Ce rapport disait en substance qu'il fallait supprimer les subventions et tout soutien financier en général au logement à but non lucratif et à tout ce genre d'activités.

Mlle MacDonald: Vous laisseriez les gens coucher dehors?

M. McRae: Depuis des années, le logement est l'une des principales exigences sociales des Canadiens. Depuis longtemps, sous des régimes libéraux successifs ainsi que sous le régime Diefenbaker, nous avons fait en sorte que les Canadiens puissent profiter de ce genre de choses. Je pense que ce rapport sur l'habitation est loin de fournir aux Canadiens l'aide sur laquelle ils se sont habitués à compter.

On pourrait en dire autant de la décision de démanteler Petro-Canada. Là encore, c'était refuser de fournir aux Canadiens des choses sur lesquelles ils avaient commencé à compter dans un monde plus complexe.

M. Domm: Ils en sont fous maintenant.

M. McRae: Par contre, les néo-démocrates sont demeurés passablement silencieux. Encore une fois, nous sommes tirés à hue et à dia. D'un côté, on nous dit que nous en faisons trop, et de l'autre, que nous n'en faisons pas assez.

M. Taylor: Qui a dit que vous en faisiez trop? Personne n'a jamais dit cela.

M. McDermid: Vous faites trop de bêtises!

M. McRae: De nos jours, on essaie toujours d'obtenir davantage, me semble-t-il, mais nous appuyons cette mesure. Je voudrais que l'on aide davantage les détenteurs d'hypothèques. Je le souhaite ardemment, mais je tiens toutefois à ce que ce projet de loi entre en vigueur le plus tôt possible.

Des voix: Asseyez-vous dans ce cas!

M. McRae: Le débat a duré six jours. Il faut adopter ce projet de loi et mettre ces mesures en œuvre. Je tiens à ce que ce projet de loi soit adopté parce que certains de mes électeurs et certains électeurs des autres députés, j'en suis sûr, ont besoin d'aide pour le moment; ce projet de loi leur apportera cette aide.

Mlle MacDonald: Vous avez dit que personne n'avait besoin d'aide.

Une voix: Il a changé d'avis.

M. McRae: Il y a des cas très graves. Je suis certain que comme moi, tous les députés pourraient citer deux ou trois exemples.

M. McDermid: Vous feriez mieux de savoir ce que vous voulez.

M. McRae: Ils ont besoin de l'aide qu'ils obtiendront grâce à ce projet de loi.

M. Domm: Ils ont besoin d'aide pour acquitter les intérêts hypothécaires.

M. McRae: Prenons un exemple, celui d'une personne gravement malade.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Vous aide-t-il?

M. McRae: Sa santé s'est délabrée tout récemment. Cette personne est grevée d'une hypothèque que détient la Banque de Montréal. Je précise la Banque de Montréal, parce que c'est la Banque la plus dure des principales banques à charte...

Mlle MacDonald: Après le gouvernement.

M. McRae: Cette banque m'inquiète vivement. Parmi les principales banques à charte, elle refuse de transmettre à ses gérants des renseignements au sujet du plan hypothécaire. La Banque de Montréal refuse de le faire, ce qui fait nettement contraste avec la façon d'agir de la Banque Royale. Non seulement la Banque Royale transmet des renseignements, mais elle offre d'autres solutions. Cette banque fait savoir comment les gens peuvent en cas d'urgence réduire leurs taux hypothécaires, et ainsi de suite. Elle indique également comment rabaisser les 20.5 p. 100 d'intérêt négociés l'été dernier. La Banque de Commerce a fait la même chose. Mais la Banque de Montréal a refusé même de parler de transmettre l'information à ses directeurs de succursales. Elle refuse tout simplement de discuter d'assistance hypothécaire.